



Surface approx. (cm²) : 1334
N° de page : 28-31

CORPORATE



ASSURANCES: L'AMOUR DU RISQUE ?

**INTERVIEWS DE LAURENCE PESSEZ, DIRECTRICE RSE DE BNP ASSURANCES
ET MARIE-CHRISTINE LANNE, DIRECTRICE COMMUNICATION DE GENERALI.**

NOUS AVONS UNE GAMME DE PRODUITS QUE NOUS METTONS À LA DISPOSITION DES PRIVÉS POUR LEUR PERMETTRE DE MAÎTRISER LEUR IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT : NOUS ACCORDONS PAR EXEMPLE DES PRÊTS POUR FINANCER LES PANNEAUX SOLAIRES. ENFIN NOUS CONNAISSONS DEPUIS CINQ ANS UN FORT DÉVELOPPEMENT DE L'ISR : L'INVESTISSEMENT SOCIALEMENT RESPONSABLE.

I. LAURENCE PESSEZ, DIRECTRICE DE LA COMMUNICATION ET RSE CHEZ BNP PARIBAS ASSURANCE

BNP Paribas est partenaire du salon international de la météo et du climat. En quoi ces questions concernent-elles un établissement bancaire ?

Depuis la fin 2009, le groupe a souhaité renforcer son action en matière de responsabilité sociale. Nous avons donc développé une stratégie de RSE basée sur deux piliers : la lutte contre les exclusions en apportant des services bancaires aux populations atypiques, comme les personnes âgées, les migrants ou les personnes aux revenus irréguliers, et la lutte contre le changement climatique. Concernant ce dernier point, nous nous impliquons dans la manière que nous avons de pratiquer notre métier : nous choisissons les projets que nous finançons en prenant en compte les critères environnementaux, et nous avons signé les "climate principles" par lesquels le groupe s'engage sur cette problématique du changement climatique.

Quels exemples concrets pouvez-vous nous donner ?

Nous menons une politique de lutte contre la déforestation. Les industries d'huile de palme par exemple sont néfastes de ce point de vue. Elles sont également polluantes. Cependant l'huile de palme fait vivre un million d'Indonésiens. Alors, plutôt que de refuser de financer cette industrie, nous préférons l'encadrer. Nous

exigeons donc une certification des plantations et nous laissons pour cela une période de cinq ans.

Quelles sont vos exigences envers les entreprises que vous financez ?

Nous demandons aux entreprises que nous finançons des contreparties environnementales. Au Vietnam par exemple, nous finançons l'industrie du charbon, une industrie dont le pays est encore dépendant. Nous demandons en retour des critères de performances énergétiques. Nous avons mis cette politique en place fin 2010. Depuis ces critères sont appliqués à tous nos clients : nous exerçons une pression sur eux et nous encadrons les activités qui posent problème.

Êtes-vous favorable à une politique de labels environnementaux ?

Il existe beaucoup de notations qui évaluent les banques. Nous appartenons au pacte mondial des Nations-Unies, nous avons une position de leader dans le financement des énergies renouvelables et nous sommes deuxième dans le classement des performances extra-financières de Vigeo. Je ne suis pas vraiment favorable à une étiquette de plus. Nous sommes dans une démarche de progrès et nos aiguillons sont les ONG, ce sont elles qui nous challengent beaucoup.

Côte consommation, que proposez-vous à vos clients en matière de développement durable ?

La crise a montré que les banques étaient un secteur clé de l'économie. Les critères qui nous intéressent sont l'exposition de nos clients au risque climatique. Nous avons une trentaine d'ingénieurs qui travaillent sur ces secteurs à risque. Nous avons également une gamme de produits que nous mettons à la disposition des privés pour leur permettre de maîtriser leur impact sur l'environnement : nous accordons par exemple des prêts pour financer les panneaux solaires. Enfin nous connaissons depuis cinq ans un fort développement de l'ISR : l'investissement socialement responsable.

Qu'est-ce qui est fait en termes de mixité au sein de BNP Paribas ?

Il y a 20% de femmes dans le top "2000 monde" de l'entreprise. Nous avons un des conseils d'administration les plus féminisés du Cac mais aucune femme au Comex. Il y a donc une marge de progression sur ce sujet !

Vous-même, quel est votre geste écolo dans votre quotidien ?

J'ai renoncé à avoir une baignoire et je ne prends que les transports en commun !



LES CATASTROPHES NATURELLES SONT PLUS INTENSES ET PLUS FRÉQUENTES QU'AU COURS DU PASSÉ ET ONT ÉTÉ MULTIPLIÉES PAR 2,5 ENTRE LA DÉCENNIE 1970-1980 ET LA DÉCENNIE 2000-2010. LE MONTANT DES DOMMAGES ASSURÉS A ÉTÉ LUI MULTIPLIÉ PAR SIX.

II. MARIE-CHRISTINE LANNE DIRECTRICE DE LA COMMUNICATION CHEZ GENERALI FRANCE.

Selon vous, quelles sont les relations entre assurances et climat ?

Elles sont nombreuses car nous sommes ceux qui indemnisons les dégâts consécutifs aux catastrophes naturelles, aux tempêtes. Celles-ci sont plus intenses et plus fréquentes qu'au cours du passé et ont été multipliées par 2,5 entre la décennie 1970-1980 et la décennie 2000-2010. Le montant des dommages assurés a été lui-même multiplié par six. On peut lier ce coefficient multiplicateur à l'activité humaine qui, par le dégagement massif de CO₂ lié aux modes de vie contemporains dans l'atmosphère, contribue au réchauffement climatique. Ces phénomènes d'interrelations sont encore assez mal connus car ils sont seulement suivis par les scientifiques depuis les années 1950. Rien que sur le premier semestre 2011, ce sont 286 milliards de dollars de dommages qui ont été générés par des phénomènes naturels violents, le record absolu depuis 1970. En France, une tempête comme Xynthia survenue en 2010—en plus des pertes humaines dramatiques—a généré des dommages importants. Ils représentent environ 180M€ pour une compagnie comme la nôtre avant réassurance. Or, dans les modèles actuariels, le climat est considéré comme un facteur stable, ce qui n'est plus le cas. Il est donc nécessaire de faire évoluer les méthodes statistiques afin de prendre en compte l'impact du changement climatique et de développer des collaborations plus étroites avec la sphère scientifique.

Quels sont les dangers auxquels le secteur de l'assurance est confronté ?

Si ces phénomènes climatiques majeurs deviennent trop fréquents, et donc dans un sens, certains, ils ne seront plus assurables. En effet, pour être éligible à une couverture d'assurance, un risque doit pouvoir répondre à trois critères : il doit être aléatoire, quantifiable et mutualisable. Face à ces manifestations climatiques d'une ampleur nouvelle, nous allons devoir adapter nos modèles, être de plus en plus sélectifs sur les risques que nous souscrivons et augmenter nos tarifs pour qu'ils soient adaptés au vrai coût du risque. Il faut être rentable sur notre cœur de métier pour pouvoir durablement l'exercer et répondre présent quand nos clients auront besoin d'être remboursés de leurs sinistres.

Quels sont les leviers d'actions pour palier ces difficultés ?

À côté de la prévention des risques assurantiels classiques (inondation, incendie...), nous nous sommes rapprochés de la communauté des chercheurs en actuariat (Institut des Sciences Financières et d'Assurances, Université de Lyon I) et des scientifiques du climat pour tenter de mieux appréhender mathématiquement ces risques afin d'avoir des modèles prédictifs adaptés aux nouvelles réalités. De surcroît, le travail de sensibilisation du public doit se poursuivre. Les évolutions climatiques vont engendrer de profondes transformations de nos modes de vies. Il faut que les pouvoirs publics prennent leurs responsabilités dans l'aménagement du territoire en ne délivrant pas des permis de construire dans des zones à risques. L'information des citoyens doit aussi se poursuivre pour qu'ils ne choisissent pas de s'installer là où c'est dangereux. On l'a vu lors de la tempête Xynthia. Quant aux modes de gestion des entreprises, ils doivent aussi évoluer pour intégrer de nouveaux enjeux comme limiter l'impact environnemental, recycler les déchets, économiser les ressources naturelles tout en favorisant la mobilisation des collaborateurs et, plus généralement, des parties prenantes.

Quels sont les actions de Generali en faveur du développement durable ?

Generali a créé un label *Agir pour notre avenir* afin de récompenser les entreprises engagées dans une démarche de responsabilité sociétale (RSE) avérée. Nous encourageons les différentes mesures prises par les entreprises telles que les processus d'éco-conception, ou les sociétés de transport qui valorisent la conduite éco-responsable en leur accordant des tarifs réduits. Plus vigilantes, ces entreprises présentent à nos yeux un profil moins risqué. Plus globalement, nous nous sommes engagés dans une politique de développement durable au début des années 2000 qui prend forme à travers le management environnemental de nos bâtiments, notre politique sociale, nos systèmes de gouvernance et nos règles éthiques. Nous avons pour volonté de fédérer l'action de ceux qui veulent plus de solidarité, de sécurité, plus de

respect des équilibres environnementaux. Qu'il s'agisse des entrepreneurs (avec la dynamique *Entrepreneurs d'Avenir*), des associations (avec le site participatif *www.generation-en-action.com* qui compte déjà plus de 1700 associations rassemblant 25 000 bénévoles) ou encore des clubs sportifs. En effet, dans le domaine du sport, nous comptons trois millions d'assurés et nous avons lancé une charte du sport responsable pour favoriser aussi ces pratiques sur tous les terrains.

Vous avez lancé un partenariat avec Terrafemina : l'Observatoire des femmes et de l'assurance. Qu'est-ce que cela représente ?

L'observatoire est une initiative destinée à mieux cerner les attentes et le rôle des femmes en matière de protection familiale et d'assurance. L'assurance est au cœur de tous les grands enjeux de la vie. Les femmes sont orientées vers leurs proches tandis que les hommes sont plus préoccupés par leur santé, leur développement personnel et leur réussite. Les femmes accordent davantage d'attention à l'équilibre familial, aux solidarités inter-générationnelles et jouent un rôle de modération. Les concepts de précaution et de prévention rentrent davantage en jeu dans leur esprit. Je suis persuadée que les valeurs féminines prendront de l'importance à l'avenir dans la société. Que faut-il à l'humanité pour se désengager de la course effrénée au profit et s'ouvrir au partage des ressources ? Les femmes et leurs actions vont dans ce sens.

A votre échelle que faites-vous en faveur du développement durable ?

Cela peut passer par le choix d'une voiture peu polluante ou, pour les courses, je favorise les produits locaux et achète bio dans la mesure du possible. Il existe également une réelle sensibilisation écologique des enfants à l'école par rapport à ceux de ma génération. Je l'encourage auprès de mon fils. Mais surtout, dans mon métier, à travers les différentes actions ou partenariats sociétaux que j'engage avec mon équipe, nous essayons de fédérer des énergies, des dynamiques positives pour l'avenir.